

Karen Kwiatkowski : l'armée américaine s'effondre, l'économie s'écroule

Karen Kwiatkowski est une lieutenant-colonelle retraitée de l'U.S. Air Force, a travaillé comme analyste au Pentagone et a occupé diverses fonctions à la National Security Agency. Suivez le Substack de la Lt-col. Karen Kwiatkowski : <https://substack.com/@karenkwiatkowski> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> YouTube : <https://www.youtube.com/@GDiesen1> Soutenez la recherche : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Aujourd'hui, nous avons le privilège de recevoir Karen Kwiatkowski, lieutenant-colonel retraitée de l'US Air Force. Elle a travaillé au Pentagone, a également occupé différents postes à la National Security Agency, et elle est aussi auteure sur des sujets tels que le renseignement militaire. Je suis votre travail depuis un certain temps, donc c'est un grand honneur de vous recevoir enfin dans l'émission.

#Karen Kwiatkowski

Eh bien, merci beaucoup de m'accueillir. Je suis ravi d'être ici.

#Glenn

Eh bien, il semble qu'aux États-Unis, un sentiment grandissant se développe : celui selon lequel l'establishment de la politique étrangère américaine est devenu excessivement interventionniste. Ce n'est pas nouveau, mais j'aimerais mieux comprendre la relation entre le renseignement militaire et la politique étrangère. Car on pourrait supposer que la seconde est éclairée par le premier. Or, on a souvent l'impression que la politique étrangère est davantage influencée par l'idéologie que par le renseignement. Ou du moins que les deux sont en concurrence. Surtout dans le cas de guerres comme celle en Irak, où j'ai l'impression que la communauté américaine du renseignement avait des évaluations et des avis différents de ceux retenus par l'administration. Je me demandais si vous pouviez nous en dire un peu plus à ce sujet.

#Karen Kwiatkowski

Oui. Enfin, j'ai passé vingt ans dans l'armée. Je ne suis pas officier de renseignement, mais j'ai travaillé avec eux, et j'en suis utilisateur. Quand j'étais au Pentagone, j'utilisais des produits du renseignement. Et en voyant ce que le renseignement produisait et recommandait — ses documents, ses évaluations — et en m'en servant dans mon travail là-bas, j'ai aussi pu voir comment tout cela était déformé, détourné, sélectionné à la carte, et ainsi de suite. C'était en deux mille deux, deux mille trois, à l'approche de l'invasion de l'Irak. C'était donc une invasion fondée sur des mensonges. Et les mensonges qui ont été produits s'appuyaient sur le travail et les produits du renseignement, mais ils ne les ont pas utilisés dans leur intégralité.

Ils ont fait leur marché là-dedans, comme si c'était un menu, et ils ont retenu certains éléments. En fait, en deux mille deux et deux mille trois, nous avons repris des choses dont nous savions qu'elles n'étaient pas vraies, des choses qui avaient ensuite, ou déjà à ce moment-là, été écartées. Mais parce qu'elles étaient présentées, vous savez, comme étant « top secret » ou secrètes, provenant à un moment donné du renseignement, les décideurs qui travaillaient au sein du Pentagone — les personnes nommées politiquement, en particulier l'Office of Special Plans, c'est ce que j'ai vu — choisissaient ces éléments et fabriquaient un nouveau récit, un récit différent. Ensuite, ils le faisaient passer par des fuites vers les grands médias. Ce qui est intéressant, parce que c'est aussi une manière de comprendre notre gouvernement aujourd'hui. Qu'est-ce qui est divulgué à Axios ? Qu'est-ce qui est divulgué au Wall Street Journal ? Qu'est-ce qui est divulgué au Washington Post et au New York Times ?

Qu'est-ce qu'ils rapportent ? Contre qui Trump est-il en colère pour avoir fait fuiter des informations, et contre qui ne l'est-il pas ? Bref, le même mécanisme est à l'œuvre. Désolé pour tout le bruit de fond ici. J'ai des oies, des canards et un chien. Donc, les renseignements sont là pour être utilisés par les décideurs politiques. Évidemment, ils sont aussi là pour être utilisés par les décideurs militaires et pour orienter leurs décisions. Mais ce qu'on voit, c'est qu'ils s'en servent comme d'un label, pour apposer un sceau d'autorité ou de légitimité sur ce qu'ils veulent déjà faire. Et ça, comme vous l'avez dit, est motivé par l'idéologie. C'est aussi motivé par les amitiés, les alliances, l'oligarchie, si vous voulez l'appeler comme ça, les gens qui gravitent autour du gouvernement, les profiteurs, les bénéficiaires, les parties intéressées qui ont financé tel ou tel homme politique. Et je ne parle pas seulement de l'AIPAC. Je parle de n'importe qui.

Quand vous achetez un politicien, vous vous attendez à en retirer quelque chose. Voilà donc notre système. Ces gens-là aiment consulter et utiliser le renseignement quand il soutient ce qu'ils veulent déjà faire. Au final, ils n'écoutent pas le renseignement. Ils ne s'en servent pas pour éclairer une décision judicieuse. Et, bien sûr, nous avons aussi une Constitution qui prévoit, en théorie, que si vous allez faire la guerre, cette guerre doit être examinée, débattue, approuvée et autorisée par le Congrès au préalable. Aujourd'hui, nous avons la loi sur les pouvoirs de guerre, dont on dit qu'elle vous permet de faire tout ce que vous voulez pendant soixante jours. Mais ce n'est pas vraiment ce qu'elle dit. Elle ne dit pas que vous pouvez faire tout ce que vous voulez pendant soixante jours. Mais le Congrès aime ne pas faire son travail.

Il préfère simplement rester en retrait. Et c'est parce que beaucoup de gens au Congrès veulent aussi des guerres. Parce que, pour nous, pour le gouvernement américain, la guerre rapporte de l'argent. La guerre, c'est une façon de rendre des services à vos donateurs. En particulier, la guerre pour Israël est une façon de satisfaire non seulement l'AIPAC, mais aussi vos amis en Israël. C'est particulièrement le cas de Trump, mais certainement aussi de Biden. Je veux dire, regardez Biden : il avait une équipe très pro-sioniste. Vous savez, il avait Anthony Blinken. Ces gens-là arrivent au pouvoir avec leurs propres objectifs. Et le renseignement sert simplement à les servir dans le cadre de cet objectif, au lieu de les informer. Donc ce n'est pas une guerre normale.

Comme on pourrait le penser, vous savez, ce n'est certainement pas de la défense. En défense, vous dites : eh bien, quelqu'un nous menace. Nous devons l'étudier. Nous devons nous assurer que nos renseignements sont très bons, afin que, lorsque nous nous défendons ou que nous répondons à cette attaque, ou à cette attaque potentielle, nos ressources limitées — toutes les ressources sont limitées — soient utilisées de la manière la plus efficace possible. C'est ce que fait un défenseur. Nous disons que nous défendons quelque chose, mais en réalité, nous menons toujours des guerres offensives. Nous faisons toujours des guerres expéditionnaires. Et le but, au fond, est idéologique d'un côté, mais surtout, c'est de faire gagner de l'argent au système que nous avons mis en place.

#Glenn

Eh bien, avec la guerre contre l'Iran, il semble que ceux qui ont acheté les politiciens, comme vous l'avez dit, les sionistes, ont évidemment un intérêt déterminant dans les politiques américaines sur ce sujet. Est-ce que ce serait donc principalement, voire uniquement, le lobby sioniste qui poussait fortement à cette guerre, ou s'agissait-il d'une lutte plus large pour l'hégémonie ? Et puis, encore une fois, comment voyez-vous les personnes qui sélectionnent ces renseignements de manière opportuniste ? Parce que ça me rappelle un peu le milieu universitaire. On a des universitaires qui ont déjà une conclusion en tête, et qui vont ensuite sélectionner les éléments de preuve et les références qui la servent. Ça semble similaire.

#Karen Kwiatkowski

Oui, oui, tout à fait. Et en réalité, c'est humain de décider de ce qu'on veut que la vérité soit, ou de ce qu'on veut que le récit soit, puis d'aller chercher des éléments qui viennent l'étayer. C'est donc tout à fait normal que les gens fassent ça. Quand les gouvernements le font, évidemment, on voit bien pourquoi ils le font, pourquoi ils manipulent les choses pour obtenir ce qu'ils veulent. Et bien sûr, les idéologies entrent en jeu. Les amitiés aussi. Les alliances. L'argent, évidemment. Les faveurs. En fait, pour moi, le gouvernement n'est rien d'autre qu'une énorme machine à distribuer des faveurs. Il existe pour réallouer des ressources communes à... on pourrait croire que c'est au pays, au bénéfice de la population, mais en réalité, ça ne fonctionne pas comme ça. Elles sont attribuées à... Si je veux construire des logements, je ne me contente pas de construire des logements.

Je trouve un type du secteur du logement qui a fait un don à ma campagne, et je m'assure qu'il obtienne ce dont il a besoin. Donc, c'est cette réaffectation des ressources. C'est le jeu auquel ils jouent. Et la guerre implique énormément de ressources, donc il y a beaucoup d'occasions de les réaffecter. Mais je pense que, pour ce qui est de l'Iran, vous savez, ça fait des décennies que nous sommes sur cette voie — que les États-Unis sont sur cette voie vers l'Iran, n'est-ce pas ? Parce que ce plan, si vous remontez au Project for a New American Century, si vous remontez aux documents rédigés par l'un des groupes de réflexion néoconservateurs, et assurément par beaucoup de gens, dont certains Israéliens... Vous savez, j'oublie le nom de l'article. C'était... Oh là là, j'aurais dû le préparer. Mais enfin, c'est un programme d'expansion israélienne qui exige de réduire la puissance, ou d'introduire le chaos, ou de démanteler divers États qui représentent un risque régional pour Israël.

Et cette liste, elle a été révélée de manière assez célèbre par le général Wesley Clark après sa retraite, vers deux mille six ou deux mille sept. Il était invité dans une émission et il a dit : « Oui, oui, il y avait six ou sept pays, et les voilà. » Et nous en avons traité six sur sept, d'accord, un par un : l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, et ainsi de suite. Et nous n'avons pas fait l'Iran. Alors, pourquoi n'avons-nous pas fait l'Iran ? Eh bien, quatre-vingt-treize millions d'habitants. Personne ne peut... vous savez, l'histoire de l'Iran. C'est un adversaire redoutable. Il a de puissants alliés. Et puis, il est très différent de ces autres petits pays que nous avons manipulés. Et bien sûr, cette manipulation n'est pas seulement militaire. Vous savez, comme on le voit en Ukraine, nous intervenons avec des pressions ou des sanctions économiques. Nous intervenons avec des pressions ou des sanctions politiques. Nous manipulons les élections. Nous faisons des révolutions de couleur.

Vous savez, la CIA... je dis « nous ». Moi, je ne fais pas ça. C'est la CIA qui fait ça avec mon argent. Ils prennent ma petite contribution fiscale, l'ajoutent à celles de millions d'autres personnes, puis ils mènent des opérations dans des pays étrangers pour changer leurs gouvernements. Pour s'assurer soit qu'ils fassent ce qu'on leur demande, soit, dans le cas du Moyen-Orient, qu'ils fassent ce qu'Israël leur demande, ou que cela serve le plan plus vaste d'Israël. Donc, l'Iran a toujours été au bout de cette trajectoire. Et je pense que beaucoup de gens n'ont jamais cru que les États-Unis s'en prendraient à l'Iran. Et si on ne le pensait pas, c'est parce que, depuis trente-cinq ans, peut-être plus, l'armée fait des simulations : que faudrait-il pour entrer en Iran ? À quoi cela ressemblerait-il ? Comment mènerait-on une invasion ? Comment exploiterait-on ce pays ? Comment mettrait-on ce pays à genoux ? Comment changerait-on le gouvernement de ce pays ?

Nous avons joué tous ces scénarios sur le papier, sur table. Et dans aucun cas nous ne l'emportons. Dans aucun cas, nous n'avons trouvé une idée, ou un ensemble d'idées, qui fonctionnerait. Donc il est assez logique que nous ne nous attaquions probablement pas à l'Iran. Mais Trump l'a fait. Et, bien sûr, il trouve ça formidable. Trump dit que tous les autres présidents auraient dû s'occuper de l'Iran, mais qu'ils ne l'ont pas fait, alors que lui, il l'a fait. Et c'est assez dingue, vu ce que cette guerre

a fait à notre armée, et la manière dont elle a révélé toute une série — une vaste série — de faiblesses de notre armée et de nos stratégies. Tout le projet impérial, vous savez, a été mis à nu, comme si on avait tiré un rideau.

Vous savez, dans Le Magicien d'Oz, on voit qu'il n'y a rien derrière le rideau. Et, en tant qu'Américain, c'est effrayant, parce qu'on comptait un peu sur le fait que tous les autres pays respectent notre grande puissance militaire. Et maintenant, on voit que, eh bien, on ne peut même pas... D'abord, elle n'est pas si grande que ça. Ensuite, on n'a aucune idée de la manière d'employer cette force efficacement. Vous savez, la perte d'intercepteurs, de missiles à moyenne et longue portée... Si vous regardez comment on les a utilisés, on tire deux ou trois intercepteurs PAC-2, PAC-3, parfois cinq ou six, dix ou onze, pour intercepter un seul missile entrant. Ces choses coûtent très cher. C'est donc une utilisation très inappropriée de nos ressources.

Avec nos missiles et les autres armes que nous avons tirées sur l'Iran, et cela a été massif... Je veux dire, regardez tous les endroits que nous avons bombardés en Iran. Mais récemment, depuis que ça a repris, vous avez des gens au CENTCOM qui disent : « Vous savez, on ne trouve plus de nouvelles cibles. On frappe les mêmes cibles deux ou trois fois. » Et les Iraniens le soulignent. Certaines de ces cibles ne sont pas militaires. Évidemment, nous le savons. Elles ne l'ont jamais été. Ce n'était pas le cas dès le premier jour. Je veux dire, quand nous avons frappé l'école, c'était une cible recommandée par l'IA, ou par les Israéliens, ou peut-être que les Américains l'avaient proposée. Mais cela a été considéré comme faisant partie de la guerre psychologique.

Vous savez, pourquoi ne pas tuer un paquet d'enfants des officiers supérieurs ? Ce serait bien. Ça leur briserait le cœur. Enfin, ça briserait leur volonté. Évidemment, ça leur a brisé le cœur, mais pas leur volonté. Oui. Bref, nous ne savons pas nous battre. Nous ne savons pas nous battre avec ce que nous avons. Notre système n'est pas conçu pour l'emporter dans une guerre expéditionnaire contre n'importe quel pays cible capable de riposter. Et si vous regardez toutes les guerres que nous avons menées au Moyen-Orient et ailleurs, nous n'en avons remporté aucune. Certains disent que nous avons gagné la première guerre du Golfe, la première guerre en Irak. Mais le problème, c'est qu'ils n'avaient pas de marine. Ils avaient une armée.

Ils n'avaient pas de marine. Ils n'avaient pas de force aérienne. Et nous avons planifié cette opération selon les règles de l'art. Vous savez, Norman Schwarzkopf. Je ne sais pas si vous vous souvenez de Norman. Il a reçu énormément de crédit, non seulement pour être un génie — et je pense que c'était un homme intelligent, je pense que c'était quelqu'un d'intelligent — mais aussi pour la discipline militaire et la planification qu'il a mises dans cette opération. Bien sûr, il y avait des financements illimités, n'est-ce pas ? Encore une chose planifiée à l'avance : des financements illimités prévus pour chaque scénario, face à un ennemi faible, face à ce qui était essentiellement une opération contre une armée de quatrième ordre. Et je ne suis pas sûr que nous ayons gagné. Dans mon livre, je n'appelle pas ça une victoire. Ce n'est pas une victoire équitable.

C'est comme s'en prendre à une femme, non ? C'est comme si un gars disait : « Je me suis battu. » Et qu'on lui répondait : « Oui, mais elle pesait cinquante kilos. » D'accord, oui. Peut-être que tu ne devrais pas t'en vanter. Donc, je ne pense pas qu'on ait gagné quoi que ce soit. On ne sait pas comment... On ne s'est pas entraînés. On ne s'est pas exercés à combattre quelqu'un qui peut riposter. Et puis... vous savez, on n'avait pas prévu ce qui se passerait si quelque chose de fou arrivait. Que se passe-t-il si l'impensable se produit, s'ils ripostent, si leur gouvernement ne s'effondre pas, s'ils s'unissent, et si on ne peut pas soutenir notre longue chaîne logistique ? Qu'est-ce qu'on fait, alors ? C'était comme si notre armée n'avait jamais envisagé ça. Cela dit, ce n'est pas entièrement la faute du renseignement. Le renseignement est censé dire : voilà les possibilités. Voilà les forces de l'ennemi. D'après mon expérience, notre renseignement ne dit pas forcément aux commandants quelles sont nos faiblesses.

C'est les opérations, d'accord ? Je veux dire, c'est votre formation. Il y a d'autres « G » : le J5, le J3, le J8 pour l'argent. Ce sont eux qui vous disent à quel point votre armée est préparée. Le renseignement vous dit ce à quoi vous allez faire face quand vous vous mesurez à cet ennemi. Et ils ont étudié l'ennemi. Donc, je pense que notre renseignement n'était pas mauvais. Je pense que tous les avertissements sur le fait de s'en prendre à l'Iran ont été formulés. Et ils n'ont pas voulu les entendre, donc ils ne les ont pas entendus. Et regardez, Tulsi Gabbard... vous savez, Trump a publiquement humilié Tulsi, lors de la guerre de douze jours. Il l'a publiquement humiliée quand quelqu'un lui a demandé : « Eh bien, ne vous avait-elle pas... le renseignement ne vous avait-il pas fourni ces informations disant que voilà ce à quoi vous pourriez vous heurter ? Ou bien... ne leur avions-nous pas dit qu'ils n'avaient pas d'armes nucléaires dans les deux semaines ? »

Et il dit : « Eh bien, je me fiche de ce qu'elle a dit. Je me fiche de ce qu'elle a dit. » Et ça résume tout. Les présidents se moquent de ce que disent les services de renseignement. Et malheureusement, tout en ne croyant pas le renseignement, ils ont tendance à croire leurs équipes opérationnelles, leurs planificateurs et leurs responsables financiers, qui leur disent : « Oh oui, on peut faire ça. » Vous savez, qui est-ce ? Oui, Bradley Cooper, l'amiral Brad Cooper du CENTCOM. Vous savez, c'est un homme du genre : « On peut le faire. » Bien sûr, tout ce que vous voulez, monsieur. On le fera. « Trois sacs pleins. » Nous ferons tout ce que vous voulez, sans avoir la moindre idée de la manière dont il va s'y prendre ni de la façon dont il va gérer le plan B, le plan C. Ils n'ont même pas ces plans-là. Alors maintenant, ils demandent à... enfin, vous avez vu ça.

Ils envoient un e-mail, vous savez : « Hé les gars, des idées créatives sur ce qu'on pourrait faire ? » Vous imaginez, être dans l'armée et apprendre qu'un message est descendu pour solliciter les soldats, afin de savoir comment mieux mener la guerre ? Je veux dire, c'est absolument... Je suis sidéré que ça se soit réellement produit. C'est dingue, et c'est tellement embarrassant du point de vue du commandement. Pourquoi risquer des vies sans avoir la moindre idée de ce que vous faites ? Donc oui, je tiens nos principaux commandants pour responsables, évidemment les politiques aussi. Mais je ne pense pas que nos renseignements soient mauvais. Et, bien sûr, Israël non plus ne pense pas que nos renseignements soient mauvais, parce que nos renseignements dans la région viennent

tous du Mossad. Nous n'avons pratiquement aucun renseignement humain qui nous soit propre dans cette région.

#Glenn

Eh bien, les renseignements indiquaient que l'Iran, au regard de ses objectifs, ne cherchait pas à se doter de l'arme nucléaire. Et là encore, tous les jeux de guerre qui ont été menés prédisaient aussi qu'il était très peu probable que cela réussisse. Mais comme vous l'avez dit, de la fin des années quatre-vingt-dix jusqu'au moins au début des années deux mille, il est devenu évident que cela allait être fait de toute façon. Comme l'a souligné le général Wesley Clark, c'était le grand final, après avoir éliminé les six pays précédents. L'Iran serait alors, en quelque sorte, la tête du serpent à éliminer dans la région. Donc, en quelque sorte, la décision avait déjà été prise, indépendamment de ce que diraient les renseignements.

Mais je pense que cette idée est aussi souvent partagée en Europe. C'est-à-dire, oui, bon, peut-être que les simulations de guerre ne se passent pas comme prévu, mais on part toujours du principe que l'Amérique dispose de capacités illimitées. Et que, si elle montre seulement l'intention de faire quelque chose, alors elle peut y arriver. Et je pense que lorsqu'ils sont entrés en Iran et que les choses ont commencé à très mal tourner, c'était en quelque sorte le slogan que tout le monde répétait à la télévision : ce ne sera qu'une douleur à court terme, évidemment, comme l'avaient suggéré les simulations de guerre, mais ce sera un gain à long terme. Alors tenons bon, absorbons le coût, et nous finirons par nous en sortir.

Mais non, je pense que c'est le problème lorsqu'une ligne politique a déjà été fixée, indépendamment des renseignements. Mais aussi, par rapport à ce que vous avez dit, il semble que, pour un réaliste politique comme John Mearsheimer, on parte souvent du principe que les États vont chercher l'hégémonie, parce que c'est la situation de sécurité la plus idéale lorsqu'on domine tout. Et c'est généralement ainsi que les États raisonnent, mais... On voit aussi que l'hégémonie peut être une malédiction. Parce que si l'on pense pouvoir tout faire, alors il n'y a plus d'équilibre. Et, souvent, cela élève les faucons au sein de ce système. De même, quand on est tout-puissant, il n'est plus nécessaire d'établir des priorités. On peut être partout, tout le temps.

Et puis, quand on est tout-puissant, on peut se permettre de faire beaucoup d'erreurs et d'en absorber les coûts, en pratique, apparemment indéfiniment, du moins jusqu'à la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Et la guerre devient aussi quelque chose de lointain, parce qu'on ne souffre pas trop soi-même. Je me demandais simplement, vous savez, qu'au bout d'un certain temps, les coûts commencent à s'accumuler, comme c'est le cas pour tous les États tout-puissants. Voyez-vous aujourd'hui l'armée américaine réellement en danger ? Bien sûr, il y a l'épuisement des stocks d'armes. Et puis il y a l'image : quand tout le monde pense que l'armée américaine est toute-puissante, les gens sont un peu prudents. Ils se disent : on ne peut pas les suivre dans la montée

aux extrêmes. Les Iraniens montrent en quelque sorte aujourd'hui que si, on le peut. Alors, quel impact cela aura-t-il, selon vous, sur les États-Unis ? Parce que ce n'est pas une bonne chose de voir le pays le plus puissant du monde trébucher ainsi.

#Karen Kwiatkowski

Oui, c'est vraiment... oui, c'est une situation très inhabituelle. Pas forcément à l'échelle de l'Histoire, mais de notre vivant, je pense que c'est assez inhabituel. Vous savez, on croyait que nous avions toute cette puissance, et que notre puissance faisait partie de notre dynamisme, de notre liberté économique et, vous savez, enfin, tout ça. Donc cet empire américain était vraiment solide. C'était la croyance. Mais, vous savez, on le sait depuis longtemps. Comme vous le savez, quarante mille milliards de dollars de dette, qui augmente de deux mille milliards par an. Voilà ce que nous avons. Nous ne pouvons pas rembourser ça. Quarante mille milliards, c'est beaucoup d'argent. Nous ne pouvons pas rembourser ça. Dans le monde, la réticence à investir dans un pays aussi endetté ne cesse de grandir.

Et ça, c'est sans même compter les guerres. Donc, on le sait depuis un moment. Avec cette offensive contre l'Iran, nous avons révélé les faiblesses logistiques, opérationnelles et de commandement de notre armée. Et maintenant, nous avons dit, eh bien, non seulement elle s'est effondrée... Mais notre système de production militaire — que nous connaissons tous, le complexe militaro-industriel — on sait comment il fonctionne. Vous savez, ce sont les équipements à forte valeur, très coûteux, avec de longues chaînes logistiques, qui rapportent de l'argent. Beaucoup de munitions bon marché, beaucoup de drones bon marché qu'on peut reproduire rapidement ? Non, nous n'avons pas investi là-dedans. Nous ne l'avons pas fait parce que ce n'est pas rentable. Donc, notre système d'acquisition militaire est guidé par le profit.

Et c'est très bien comme ça, parce que, vous savez, c'est le marché. Il est guidé par deux choses : le profit et le contrôle des responsables politiques. Donc, vous pouvez être sûrs — et c'est ce qu'on a vu — qu'il y a une véritable concurrence dans la technologie militaire, la production, les coûts, la fiabilité, toutes ces bonnes choses qu'on voudrait avoir : des équipements peu coûteux, fiables, meurtriers, qui résistent sur le terrain et sont faciles à entretenir. Toutes ces bonnes choses. Rien de tout ça ne rapporte beaucoup d'argent à nos cinq grands groupes de défense, alors ils ne s'y intéressent pas. Et nos budgets militaires, depuis des décennies, depuis des décennies, ne sont pas rédigés par le Congrès. Ils ne sont pas non plus rédigés par l'exécutif.

Ils sont rédigés par les mêmes sous-traitants qui vont toucher l'argent. Alors ils disent : vous savez, c'est ce qui se fait de mieux. On va avoir ça. On va dominer. Tout ira bien. Mais en réalité, c'est seulement bon pour décrocher de gros contrats bien gras, pour avoir beaucoup de gaspillage et de lourdeurs dans vos entreprises. Vous savez, c'est vraiment sans aucune reddition de comptes. On se plaint que le Pentagone lui-même ait littéralement, vous savez, des milliards et des milliards de

dollars que personne ne peut suivre à la trace. Et on dit : eh bien, on ne peut pas réussir un audit. Mais, vous savez, ces entreprises qui sont fusionnées de manière parasitaire avec le Pentagone, en tant que partie du complexe militaro-industriel.

Si vous étiez du genre raider d'entreprise et que vous disiez : « Je vais examiner ces entreprises, je vais en retirer tout le gras, et je vais les réorienter pour qu'elles deviennent très compétitives, affûtées, formidables, de bons investissements, et cetera, et cetera », vous vous régaleriez, d'accord ? Parce que ce sont des entreprises très grasses, obèses, qui ont développé non pas des efficacités, mais des inefficacités pour faire du profit. Donc tout le système est cassé, et c'est ce que vous voyez. Je veux dire, quand vous utilisez des systèmes à cinq cent mille dollars ou des missiles à cent mille dollars, et que vous les gaspillez contre quelque chose qui coûte à l'ennemi quinze ou vingt mille dollars, alors qu'il en a littéralement des centaines de milliers, et que vous, vous n'avez qu'un petit nombre de vos intercepteurs coûteux, ou quoi que ce soit d'autre, c'est le signe que vous avez de gros problèmes.

En réalité, nous le savions. Si nous ne le savions pas avant d'entrer en Iran — alors que nous aurions dû le savoir, et je pense que les services de renseignement le savaient probablement — nous l'avons assurément découvert dès la première semaine de la guerre. Vous savez, le rapport entre nos pertes et les leurs, nos investissements et les leurs, notre efficacité et la leur. Et nous n'avons plus aucune excuse pour prétendre qu'on peut bombarder quelqu'un depuis les airs jusqu'à provoquer un changement de régime. Depuis combien de décennies essayons-nous de faire ça ? Ça n'a jamais marché. Nous savons que ça ne marche pas. Même nos responsables politiques soupçonnent que ça ne marche pas. Enfin bref, nos fautes et nos erreurs, qui se sont accumulées dans notre façon de mener les opérations militaires, ont été exposées aux yeux du monde entier, rien qu'au cours des cinq derniers mois, honnêtement.

Je veux dire, bien sûr, les gens qui étudient les États-Unis, même dans nos écoles de guerre, les gens qui font des analyses... Bon, je vais vous donner un exemple. Doug McGregor, vous le connaissez, n'est-ce pas ? Quand il était commandant, dans l'armée, en service actif, il examinait ce qui n'allait pas dans l'Armée de terre. Et il a dit : « Vous savez quoi ? Nous sommes organisés d'une manière qui va nous mener à l'échec. » Et il a écrit, vous vous souvenez, *The Broken Phalanx*, ou quelque chose comme ça. Et il a proposé une réorganisation radicale de l'Armée de terre, dans notre manière de combattre au sol. C'était, je crois, probablement dans les années quatre-vingt, au début des années quatre-vingt. Et puis ils lui ont tapoté la tête.

Ils ont dit : « Très bien, c'est très sympa. Mais ça ne rentre pas dans notre système d'acquisition. Ça ne favorise pas les gars qu'on a déjà fait monter, et eux, ils ont leurs propres gars qui arrivent. » Donc, honnêtement, pour quiconque a étudié l'ancienne Union soviétique à la fin des années soixante et dans les années soixante-dix, quand elle a vraiment commencé à devenir sclérosée, mal dirigée, corrompue, inefficace, et qu'elle mentait sur tout ce que faisait le gouvernement, sur tout ce que faisait l'État... Bien sûr, c'était un grand État, n'est-ce pas ? Je veux dire, l'État, le peuple, c'était un système quasi communiste. Quand on regarde ça aujourd'hui, on peut voir tellement de choses

qui se passent dans notre pays. Sauf que nous n'avons pas le communisme. Donc ce n'est pas cet isme-là qui nous a conduits à ça.

C'est la nature humaine, et c'est la nature du pouvoir, de la croissance, du manque de responsabilité, du manque de transparence. Vous savez, rien de ce que fait notre Pentagone... Ce n'est pas seulement qu'on ne peut pas auditer ses finances. L'Américain moyen n'a aucune idée de la manière dont tout cela fonctionne. Et c'est pour ça que je trouve vraiment hilarant que, vous savez, Cooper ait dit ceci, ou ait fait transmettre ce message aux troupes. Je ne pense pas que les troupes aient la moindre idée de la façon dont on en est arrivés là où nous en sommes aujourd'hui avec l'Iran. Et je parle de ceux qui sont sur le théâtre d'opérations, qui se cachent dans des hôtels ou qui se demandent s'ils vont, vous savez, être bombardés, et qui ont évacué ces bases très, très loin à l'est. Vous savez, on leur demande : « Vous avez de bonnes idées ? »

Et ils disent : « On est complètement perdus. Je ne vois pas pourquoi on est là, quelle est la mission, quel est l'objectif. » Donc, encore une fois, euh... Et je dois reprocher ça, dans une certaine mesure, aux militaires. Parce que, vous savez, tous les gars dans notre armée — et je pense que les Européens aussi — ils étudient Clausewitz, ils étudient Sun Tzu, ils étudient... vous savez, qui est ce grand penseur de la marine qui parle de l'emploi de la puissance navale... ? Vous savez, on étudie les guerres passées. On examine les fautes et les erreurs. On étudie la philosophie de la guerre. Donc tout cela était facilement prévisible. Mais où est passé tout ça ? Tout a été totalement dominé par les dirigeants politico-militaires et les politiques.

#Glenn

Oui, exactement. Eh bien, ni Clausewitz ni Sun Tzu n'ont jamais soutenu que, vous savez, les fabricants d'armes devraient financer des groupes de réflexion qui produiraient les informations reprises par les médias, lesquels orientent les recommandations politiques, et qui embauchent, vous savez, des responsables politiques une fois qu'ils ont quitté leurs fonctions, et puis... Qu'on mette la réalité et la politique étrangère sur le marché pour qu'elles soient achetées par les fabricants d'armes. Je veux dire, c'est un désastre prévisible, j'imagine.

#Karen Kwiatkowski

C'est très bien dit. Je suis sûr qu'il y avait déjà des profiteurs dans toutes les guerres, bien avant l'ère d'Internet. Mais oui, notre manière de faire la guerre... et ce n'est pas vraiment la guerre, parce que... Je pense que c'est en quelque sorte comme ça que ça fonctionne, pour en protéger les Américains. Pour la plupart des Américains, il n'y a pas de guerre en cours, n'est-ce pas ? Et ça... on n'a jamais... Je pense que le Vietnam a un peu été ce qui s'est le plus rapproché du sentiment d'être en guerre, parce qu'il y avait la conscription. Et beaucoup de gens étaient remplacés à tour de rôle, ils ne se portaient pas volontaires pour faire plusieurs rotations au Vietnam. Seuls quelques-uns le

faisaient. La plupart faisaient leur période de service, puis rentraient chez eux. Et ils racontaient ce qu'ils avaient vécu, ou géraient dans leur communauté les problèmes causés par leur service dans cette guerre.

Et je pense que cela a fait prendre conscience de la guerre. Cinquante-huit mille morts, c'est énorme, compte tenu de notre population à l'époque, dans les années soixante-dix. Mais aujourd'hui, nous n'avons pas ça. Nous n'avons pas cette prise de conscience de ce qui se passe réellement. Les Américains ne savent donc pas ce qui se passe. Ils regardent le prix de l'essence, qui monte et qui baisse. Ils écoutent ce que dit Trump. Ça va dans tous les sens. Chaque semaine, c'est le « taco », il ment sur des choses, il dit que personne... Nous ne pouvons rien vérifier de tout ça. L'Américain moyen ne peut rien vérifier. Seules les personnes qui étudient attentivement ce qui se passe ont une idée de l'ampleur de ce désastre pour les États-Unis.

Et je ne parle même pas de... Je veux dire, c'est aussi un désastre pour les pays concernés. C'est un désastre pour l'Iran à bien des égards, même s'ils s'en sortent bien. Je veux dire, ils ont... Mais, dans notre pays, on n'en a pas vraiment conscience. Je ne sais pas comment les Européens voient ça. Probablement un peu pareil, dans le sens où ils ne le ressentent pas vraiment. Même si la crise énergétique doit davantage réveiller les gens en Europe qu'en Amérique. Parce qu'une essence à quatre dollars, ce n'est pas une bonne chose, mais... On a tellement d'inflation depuis tant d'années, depuis le Covid, que les gens s'attendent simplement à ce que les prix augmentent. Et ils ne font même pas le lien avec la guerre, y compris pour les prix de l'essence. C'est comme si, vous savez, tout augmente, voilà. Alors on n'y prête tout simplement pas attention.

C'est donc vraiment une guerre engagée par l'État, pas par le peuple. C'est une guerre de technocrates, une situation faite pour rapporter de l'argent à leurs amis. Et dans le cas de Trump, il va vraiment très loin dans sa manière de gagner de l'argent. Trump se dégonfle toujours. Ses revirements sont calés sur le marché, et aussi sur les investissements de ses amis, voire peut-être sur les siens. On ne sait pas exactement. Mais ce qui est très évident, c'est qu'il n'y a aucune moralité là-dedans. Et, vous savez, je ne dis pas que la guerre puisse un jour être morale. Mais quand nous attaquons l'Iran, et que nous l'attaquons au nom d'Israël, c'est une guerre illégale. Enfin, quelle que soit la définition, c'était une attaque illégale. Personne ne s'en soucie vraiment, mais les Iraniens ont la justice de leur côté.

Les Iraniens, vous savez, quand ils parlent de « défense sacrée », c'est légitime. Et tous les gens en Iran, même les mécontents, même ceux qui peuvent être mécontents de leur gouvernement — et qui ne l'est pas ? Qui n'est pas mécontent de son gouvernement ? Enfin, mon Dieu, vous savez, je reconnais à chacun le droit d'être mécontent de son gouvernement — mais ils se sont unifiés. Ce sont eux qui ont subi un tort, ici. Vous savez, ça ne peut pas être changé. Et qu'est-ce que les Américains devraient ressentir face à ça ? Eh bien, nous avons un homme politique, un type que nous avons élu, qui a fait campagne sur l'absence de guerres à l'étranger, le retour des troupes au pays, l'Amérique d'abord. Il a été élu, il a même remporté le vote populaire la deuxième fois.

Et, euh, il a tout simplement jeté tout ça par la fenêtre. Nous n'avons aucun contrôle. Les électeurs, les gens qui l'ont soutenu, n'ont aucun contrôle sur ce qu'il fait. Euh, cette guerre n'est pas notre guerre. C'est une guerre illégale. Dans quelle mesure l'Américain moyen en est-il responsable ? Je ne pense pas que nous, les Américains moyens, nous nous sentions responsables. Je ne pense même pas que nous ressentions cette guerre. Et je pense que la seule chose étrange qui s'est produite, c'est que, depuis trois ans maintenant, presque trois ans, nous regardons Gaza être décimée. Nous assistons en temps réel à l'effacement des Palestiniens de Gaza. Et ça, justement, parce que nous regardons des choses qui nous divertissent et que nous sommes connectés grâce à Internet — et le monde entier fait ça aussi.

Mais les Américains, les jeunes Américains qui sont davantage sur les réseaux sociaux que, peut-être, les plus âgés, ceux qui se souviennent encore de la grande victoire de la Seconde Guerre mondiale, ont commencé à se mobiliser parce que des choses injustes se produisent. Mais parmi ceux qui disent : « Palestine libre, Israël fait des choses très sombres, ce sont des criminels de guerre, cette guerre est illégale », tout ça... combien réalisent que nous finançons chaque centime de cela ? Les États-Unis financent très largement ce qu'Israël fait. Il n'y a pas encore de mécanisme de responsabilité dont les Américains aient conscience. Et je ne sais pas si nous y arriverons. Je ne sais pas si nous développerons cela.

Vous savez, l'autre danger, c'est un peu ce dont vous parlez : quand tout s'effondre. Je pense que nos finances s'effondrent en même temps que l'épine dorsale de notre armée. Et notre système montre qu'il n'est pas seulement imparfait : il est dysfonctionnel. Nous devons donc le changer. Je cherche. J'essaie d'identifier les voix dans notre pays, en particulier au sein de notre gouvernement. Et honnêtement, je n'en ai trouvé aucune qui dise que le moment est venu de repenser, de remettre à neuf cette voiture d'occasion. Cette voiture que nous conduisons depuis quarante-cinq ans est cassée. Nous en avons assez de la réparer, et ça ne vaut pas la peine de la réparer. À quoi ressemble une véritable défense américaine, si nous sommes un empire ? Nous devons en débattre. Nous sommes un empire. Nous n'en débattons pas. Nous partons du principe que cela veut dire que nous sommes une république, que c'est simplement la manière américaine d'être un hégémon mondial, même si nous n'en avons pas les moyens et même si nous ne pouvons pas l'imposer. Nous sommes donc à un moment où un changement majeur doit avoir lieu.

Si nous faisons faillite, et si l'armée réussit — si le Pentagone réussit, si le Congrès réussit — à refuser de s'attaquer aux failles et à simplement déverser des milliers de milliards de dollars supplémentaires dans le Pentagone, pour continuer à faire les mêmes vieilles choses, ça va briser notre pays. C'est ce que je pense. Je pense que nous serons brisés. Nous pourrions l'être simplement à cause de notre dette, n'est-ce pas ? Si nous ne pouvons plus nous endetter pour financer nos dépenses, si plus personne n'achète nos bons du Trésor et que nous n'avons plus la capacité d'imprimer davantage d'argent — enfin, nous ne l'imprimons pas vraiment, mais vous voyez, de mettre plus d'argent à disposition en dépensant à crédit — si ça s'arrête, si cette machine s'arrête, notre pays s'effondrera, d'accord ? Si notre armée continue sur la voie où elle est engagée,

nous n'aurons plus d'armée, et le monde entier le voit. Donc, vous savez, je ne pense pas que d'autres pays vont venir nous tabasser. Mais, au fond, nous n'avons aucune défense, et nous sommes fauchés.

Vous savez, il y a d'autres puissances hégémoniques dans le monde. Il y a d'autres intérêts dans le monde. Pourquoi ne verraient-ils pas dans des États-Unis affaiblis une immense opportunité ? Et encore une fois, je pense qu'Israël voit lui aussi dans des États-Unis affaiblis une immense opportunité, mais c'est autre chose. Vous savez, Israël est notre allié. Ils ne feraient jamais rien pour nous nuire. Donc ça, c'est une chose. Mais si vous réfléchissez au monde en termes de politique des grandes puissances — la Russie, la Chine, peut-être d'autres — nous avons exposé nos faiblesses, à la fois en matière de leadership, de réflexion, de stratégie, de capacités militaires et de finances, tout cela en même temps. C'est une crise. Et qui, au sein de notre gouvernement, s'en occupe comme si c'était une crise ? Personne. Trump est là-haut, il ment, il dit : « Oh oui, j'ai parlé à untel, j'ai parlé à tel autre. » Il n'a parlé à personne. Il invente tout. Enfin bref, c'est très frustrant.

#Glenn

J'ai moi aussi mené un sondage, un jour. Il avançait un bon argument. Il soulignait que la décision n'est pas de savoir si les États-Unis se retirent de l'empire ou le maintiennent. On arrive au bout du chemin. Donc, l'idée, c'était que soit on le fait de manière organisée, soit tout va nous tomber dessus. Et j'ai trouvé que c'était un bon point.

#Karen Kwiatkowski

Pourquoi a-t-il dit ça ? C'est bien. C'est un bon point.

#Glenn

Oui, non, j'ai trouvé ça excellent, parce que souvent, vous savez, l'argument, c'est : non, eh bien, vous savez, nous avons cette responsabilité, blablabla. Mais au bout du compte, à un moment donné, la musique s'arrête. Et là, on se retrouve dans de vraies difficultés si on n'a pas réduit la voilure de manière ordonnée. Je voulais quand même vous demander si vous voyez les mêmes problèmes dans la guerre actuelle, cette guerre par procuration avec la Russie, parce que... Je me souviens que, dans les années 1990, il y avait beaucoup d'ouverture. Beaucoup de grands penseurs américains, de diplomates, de responsables militaires et de responsables politiques soutenaient très fermement que l'élargissement de l'OTAN serait un immense désastre. Bien sûr, des gens comme George Kennan étaient au premier plan pour dire que ce serait un désastre.

Et jusqu'en deux mille huit, vous avez, vous savez, celui qui deviendra plus tard directeur de la CIA, William Burns, qui soutient que, bon, si nous essayons d'attirer les Ukrainiens dans notre orbite, il y aura une guerre civile et les Russes interviendront à contrecœur. Donc ils connaissaient en quelque sorte les risques, vous savez, ce que cela impliquait. Il était presque inévitable que cela conduise à

un conflit, à une guerre. Mais comme l'a dit William Perry dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, vous savez, tout le monde dans l'administration Clinton pensait simplement : bon, la Russie est faible. Ce n'est donc pas qu'ils étaient en désaccord avec cette évaluation.

C'est simplement qu'ils sont faibles, alors on peut élargir l'OTAN. Mais, encore une fois, comme l'a dit Kennan, un jour les Russes seront de nouveau forts, et ils vont réagir. Et c'est là qu'on sortira ces slogans selon lesquels les Russes ne sont que des impérialistes. Mais encore une fois, maintenant que la Russie est redevenue forte, il faudrait tous faire comme si l'élargissement de l'OTAN ne faisait même pas partie du problème. Comme si tout cela s'était produit dans le vide, sans provocation, selon le slogan obligé. Vous voyez ça comment ? Parce que, vous savez, on peut apporter une montagne de preuves montrant qu'on savait que cela risquait fort d'arriver. Cela avait été prédit, et pourtant cela ne semble en aucune façon guider la politique menée.

#Karen Kwiatkowski

Oui. Eh bien, je pense à deux choses. La première, bien sûr, c'est l'OTAN. J'ai travaillé avec des gens de l'OTAN quand j'étais affecté en Europe. C'était il y a plus de vingt-cinq ans, mais l'OTAN était considérée comme un prolongement de la politique étrangère américaine. Et puis nous l'utilisons aussi — et Trump tient beaucoup à le faire lui aussi — comme marché pour nos systèmes d'armes, surtout les plus rentables. Une fois qu'un système est déployé, c'est là que les vrais profits arrivent, quand on fabrique de multiples exemplaires de ces articles coûteux, de très grande valeur. Et nous voulions évidemment un marché. Nous en avons créé un, et nous avons continué à faire ça.

Mais pendant ce temps, l'Europe, avant que l'économie... avant l'ère du COVID, avant ce qui s'est passé maintenant, où ils se sont tiré une balle dans le pied sur l'énergie et se sont désindustrialisés au point qu'il est vraiment difficile de revenir en arrière... Mais avant ça, les entreprises européennes, qu'il s'agisse de consortiums, de consortiums multinationaux, de groupes de l'OTAN ou autres, développaient des systèmes d'armes concurrents et indigènes. Encore une fois, elles imitaient en quelque sorte ce que nous faisons, sauf qu'il y a, je pense, beaucoup plus d'implication directe de l'État dans le développement et le financement des armes. Mais ça reste le modèle. Il y a des gens qui s'enrichissent, n'est-ce pas ? Et il y a des marchés cibles. Et bien sûr, l'Europe a ses propres alliés, hérités des années mille neuf cents et d'avant, auxquels elle peut aussi exporter ces armes.

Donc, il s'agit surtout de faire la promotion des armes. Et je pense qu'ils se sont un peu laissés entraîner là-dedans, parce qu'il y a de l'argent à gagner. Et bien sûr, là où il y a de l'argent, il y a des politiciens qu'on peut payer. Et ce n'est même pas une question de républiques ou de démocraties. Vous savez, les rois, à toutes les époques où il y a eu des rois, qu'ils soient européens ou ailleurs dans le monde, les dirigeants ont toujours besoin de ressources. Et certaines personnes possèdent ces ressources. Donc, elles ont l'oreille du roi. Tout ce système a donc évolué de manière à gonfler l'OTAN. Et, vous savez, la façon dont l'OTAN parle de sa grandeur, de sa puissance... c'est une illusion. Mais c'est comme nous le faisons. Eux, ils le font comme nous le faisons.

Donc, c'est ça, tout ça. Il y a quelque chose, avec l'OTAN, qui est très replié sur soi-même, et très déconnecté de la réalité. Ils veulent être grands et forts. Ils veulent épuiser des armes, en acheter davantage, être craints, être expansionnistes et devenir un empire. Ils ne le font pas... ils ne le font pas aussi bien que nous. Mais évidemment, je devrais dire : nous le faisons, parce que maintenant, notre empire se fracture. Donc, il y a l'intention d'obtenir des armes pour pouvoir les utiliser, d'élargir l'OTAN pour avoir davantage de ressources, pour obtenir des systèmes d'armes plus importants, une armée plus grande, déployer davantage de troupes. Enfin, de toute évidence, la démographie de l'Europe ne se prête pas au déploiement de grandes armées.

Et les pays d'Europe de l'Est qu'ils ont fait entrer — et l'Ukraine aurait été idéale — vous auraient donné une grande armée, n'est-ce pas ? Alors, je suis sûr qu'ils se sont dit : « Oh, c'est une manœuvre stratégique militaire. Faisons entrer l'Ukraine, et nous aurons une armée d'un million d'hommes, composée uniquement d'Ukrainiens, et ils feront tout ce qu'on leur dira. Ce sera formidable. » Et maintenant, nous pouvons... Ils voyaient donc des avantages à leur expansion. Mais, vous savez, c'est comme si la bureaucratie avait grossi. Ils ont fait exactement ce que Washington a fait : ils ont cru à leur propre propagande et ont oublié que l'OTAN n'existe pas dans le vide, ni sous le parapluie des États-Unis. Elle existe dans un monde où tout le reste change aussi.

Donc, euh, d'abord, il y a eu la Russie, l'Union soviétique. Une transition très coûteuse et difficile, de l'époque soviétique à celle de la Fédération de Russie, n'est-ce pas ? Je veux dire, un très grand nombre de pays se sont détachés. La Fédération de Russie, vous savez, se met sur pied. Pendant vingt, trente ans, elle a travaillé à développer son économie, ses technologies, tout en étant de plus en plus présentée comme un ennemi, comme un ennemi expansionniste. Et là encore, la façon dont l'Europe a traité la Russie, la façon dont nous avons traité la Russie, ressemble beaucoup à la façon dont nous avons traité l'Iran. Donc, il y a peut-être quelque chose à en tirer. Si vous mettez des pays sous pression, si vous mettez du charbon, si vous mettez du carbone sous pression, vous pourriez bien obtenir un diamant, n'est-ce pas ? Et ce n'était pas votre intention.

Et maintenant, vous avez quelque chose que vous ne pouvez pas gérer. Et je pense que c'est ce que notre approche a produit. Mais pourquoi ils... Je veux dire, je comprends pourquoi l'Europe veut l'Ukraine. C'est une manière très coloniale de vouloir l'Ukraine : les ressources, les gens, la main-d'œuvre bon marché, des terrains pour faire des exercices, pour mener des énormes... Avant, on faisait nos exercices militaires en Tchécoslovaquie. Et avant ça, on les faisait en Allemagne. Mais les Allemands disaient : « Qu'est-ce que vous faites ? Vous courez partout en Allemagne, vous mettez le bazar, vous faites un boucan pas possible. » Les gens n'aiment pas ça. Alors, il a fallu trouver de nouveaux endroits. On est donc allés en Afrique du Nord pour beaucoup de nos champs de tir et autres installations. Et puis... les pays d'Europe de l'Est qui se sont détachés, on les a utilisés parce qu'ils étaient faibles. Les puissants font ce qu'ils veulent, et les faibles subissent ce qu'ils doivent subir.

C'est un peu ça, la politique. Enfin, c'est la réalité. Et puis ces pays se sont développés, ils sont devenus membres de l'Union européenne. Maintenant, ce sont des membres européens à part entière, et eux non plus n'en veulent pas. Alors, où est-ce qu'on va mener toutes nos opérations ? Où est-ce qu'on va installer tous nos laboratoires biologiques ? Vous voyez, où est-ce qu'on va faire toutes les choses que les mégalomanes de Washington et le secteur industriel de la défense exigent, pour continuer à croître ? Où est-ce qu'on va le faire ? Eh bien, il nous faut un endroit comme l'Ukraine. Donc voilà. Ce n'est pas moral. Il n'y a pas... il n'y a pas... Voyez, c'est ça, le problème. Qui disait ça déjà ? Saint Augustin : l'État n'est qu'une bande de voleurs à grande échelle. Je veux dire, ce n'est pas la morale qui guide tout ça. C'est le pouvoir. C'est le profit.

C'est : jusqu'où peut-on aller sans subir de conséquences ? Et nous en accusons nos ennemis. Nous en accusons la Russie. À l'époque, nous en accusions l'Union soviétique. Mais en réalité, tout se retourne contre nous. Nous faisons exactement la même chose. Et nous l'avons fait de façon très stupide. Je veux dire, je pense vraiment que nous sommes dans une... que notre pays, les États-Unis... Je ne peux pas parler de l'Europe, je ne sais pas. L'Europe a de grands défis à relever. Mais je pense que notre pays ressemble beaucoup à l'Union soviétique des années soixante-dix. Et sérieusement, regardez Biden. Nous avons eu un président sénile. Je veux dire, il présentait tous les signes de problèmes liés à l'âge. Rien n'a changé. Nous avons quand même réussi à faire tourner le gouvernement.

On n'a pas besoin de ce type. Et je me souviens que, vers la toute fin de l'Union soviétique, ils ont eu plusieurs vieux dirigeants. Et les gens disaient, vous savez : « Eh bien, celui-là est alcoolique. Celui-là n'a pas toute sa tête. » Vous savez, ils n'étaient pas très efficaces. Ils ne représentaient pas vraiment le pays, d'une quelconque manière. Mais le système fonctionnait un peu en pilote automatique. Et je pense que le nôtre fonctionne en pilote automatique. Mais quand nous nous écroulerons, ce sera bien plus dommageable pour le reste du monde que lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. Parce que leur économie ne représentait pas une part énorme de l'économie mondiale, et le commerce n'était pas ce qu'il est aujourd'hui.

Nous n'étions pas aussi interconnectés qu'aujourd'hui. Alors, quand les États-Unis s'effondrent, c'est le problème de tout le monde. Et je pense que c'est ce qui est en train d'arriver. Et je ne vois pas les gens... Enfin, vous en parlez. Les gens en parlent. Les gens y réfléchissent. Mais où sont les gens au pouvoir qui prennent conscience de ça ? Parce que, comme vous le disiez, Trump a dit — il va falloir que je retrouve cette citation, parce que c'est très juste — qu'il vaudrait mieux avoir un atterrissage contrôlé de notre empire plutôt que... Non, pas Trump, Rand Paul.

#Glenn

Oh, qui ça ?

#Karen Kwiatkowski

Rand Paul. Ah oui, bien sûr, c'était Rand Paul. Oui.

#Glenn

Désolé. Non, non, non.

#Karen Kwiatkowski

Je suis désolé. J'ai dit que Trump avait dit ça. Je me suis dit : je serais choqué s'il avait vraiment dit ça, parce que ce ne serait pas dans le caractère de Trump. D'accord. Désolé. Non, Rand Paul. Oui, exactement. Vous savez, nous... l'avion est en train de s'écraser, d'accord ? Nous... ce n'est pas soutenable. Le monde entier le voit. Ce serait une chose si le monde entier ne le voyait pas, et qu'on pouvait se dire un peu : bon, peut-être qu'on peut faire quelques changements et s'adapter. Mais maintenant, le monde entier le voit. Donc, honnêtement, le temps presse. Je pense que les Américains vont être choqués quand ça arrivera. Je ne pense pas que la plupart d'entre eux aient la moindre idée. Ils comprennent que certaines parties du système sont cassées, mais ils ne comprennent pas l'ampleur du problème. Personne ne comprend ce que représente une dette de quarante mille milliards de dollars. Personne ne le comprend.

Personne ne comprend que notre pays a fait des promesses de prestations et d'autres choses pour l'avenir. Pas même pour les populations futures. Les gens qui sont déjà sur Terre, aujourd'hui, aux États-Unis, ont des attentes exprimées, des promesses implicites, peu importe, qui représentent jusqu'à deux cent cinquante mille milliards de dollars, peut-être davantage, de dette : santé, sécurité sociale, toutes sortes de choses pour le pays, peu importe. Nous n'avons pas cet argent. Nous ne pouvons même pas payer ce que nous devons réellement aux gens. Nous devons aussi les quarante mille milliards. Cette année, je crois que les intérêts sur nos emprunts, les intérêts de notre dette, ont fini par dépasser le budget du Pentagone. Et le budget du Pentagone représente l'essentiel du budget dont le Congrès s'occupe réellement de manière régulière. Donc, tout s'effondre. Et, vous savez, je ne sais pas comment faire comprendre ça. Je ne sais pas comment... Honnêtement, je ne suis pas sûr de savoir comment on pourrait faire atterrir cet avion, à ce stade. Je ne suis pas sûr qu'il puisse atterrir. Je ne sais pas. C'est très...

#Glenn

Eh bien, c'était la principale préoccupation d'Elon Musk. C'est aussi pour ça qu'il a soutenu le « plus de guerres » de Trump. Parce que sa principale inquiétude, apparemment, c'est que les États-Unis se dirigent vers la faillite. Et encore une fois, c'est presque comme une loi de la physique. Il n'y a aucun moyen d'arrêter ça, mais... Juste un bref commentaire sur ce que vous disiez tout à l'heure, à propos des États-Unis qui vendent des armes à des pays d'Europe de l'Est. Dans les années 1990, le New York Times a publié une longue série d'articles sur ce sujet. D'un côté, il y avait des gens qui voulaient préserver la relation avec la Russie et consolider une véritable paix après la guerre froide, éventuellement mettre en place une architecture de sécurité européenne inclusive qui intégrerait

aussi la Russie. De l'autre, tous ces articles du New York Times soulignaient qu'il allait y avoir un véritable pactole en Europe de l'Est.

Tous ces pays qui pourraient acheter des armes américaines maintenant. Et au fond, ils ont choisi l'argent. C'est intéressant. Et puis, à propos de l'attractivité de l'Ukraine, il y a un article fascinant de George Soros, datant de mille neuf cent quatre-vingt-treize. Il y écrit en substance que les Européens et les Américains ont des réticences quand les soldats rentrent dans des sacs mortuaires. Ils n'aiment pas ça. Donc, idéalement, l'OTAN aurait un partenariat avec les Européens de l'Est. L'OTAN fournirait la technologie militaire et, oui, au fond, les Européens de l'Est fourniraient la chair à canon. C'est plus ou moins l'équation. Oui. Quand je lis ça, je pense toujours à la situation actuelle en Ukraine. Parce qu'au sein de l'OTAN, nous ne semblons pas compter les pertes quand ce ne sont pas nos propres gars.

#Karen Kwiatkowski

Et vraiment, je veux dire, le niveau de destruction démographique, sociale et culturelle en Iran... je veux dire, en Ukraine... c'est juste... Ce n'est pas bien couvert par les médias, vous savez, depuis des années. Je veux dire, ça dure maintenant depuis quatre ans, bientôt cinq, cette guerre. Mais aux États-Unis, je dirai ceci : on ne voit plus de drapeaux ukrainiens sur les petites photos Facebook de tout le monde. Vous savez, les gens ne s'identifient plus à l'Ukraine. On voit que le pays est passé de mode, probablement parce que Trump n'aime pas les perdants, dans le sens où, bon, on dirait qu'ils sont en train de perdre. Mais est-ce que ce n'était pas prévisible qu'ils le seraient ? Je veux dire, qui affronte... Nous-mêmes, nous n'affronterions même pas directement l'armée russe.

Pourquoi penser que l'Ukraine pourrait y arriver, même avec notre aide ? Et puis, vous savez, c'était très révélateur : il était question d'argent et d'armes. Parce qu'au début de cette guerre, surtout après que Boris Johnson a fait capoter — enfin, les États-Unis et Boris Johnson ont fait capoter — le potentiel accord de paix d'Istanbul, c'était : retour à la guerre, retour à la guerre. Nous avons déversé, l'Europe a déversé, et les États-Unis ont déversé tout le vieux matériel. C'était comme si on avait vidé nos placards. Qu'est-ce qu'on a ? On ne porte plus ça. Envoyez-leur ça. Et c'était presque comme si on se préparait à cette grosse manne, pas tant avec des acquisitions en Europe de l'Est, mais dans nos propres pays, en disant : hé, eh bien, maintenant on n'a plus rien. On s'est débarrassés de notre vieux matériel.

Maintenant, c'est le moment d'acheter tout un nouvel équipement, presque comme s'il s'agissait d'une révolution dans les affaires militaires, alors que ce n'était pas le cas. C'était une course à l'argent, une prise de territoire, un énorme pari. Mais, vous savez, je pense que les Américains comprennent maintenant que ça ne se passe pas bien. Mais qui n'aurait pas pu le prévoir ? Parce que... Et puis, comment est-ce que... Voyez, je ne comprends pas. Je ne sais pas exactement. Je ne suis pas du tout un expert de l'Ukraine. Mais je ne comprends pas comment Zelensky et les gens autour de lui... Et je sais qu'il y a des nazis, des nationalistes extrêmes, des gens qui, idéologiquement, sont tellement... Ils détestent tellement la Russie. C'est tout pour eux. Mais je ne

vois pas comment quelqu'un aurait pu convaincre Zelensky, ou même les militaires, qu'on vous donnera des armes, vous combattrez la Russie et vous gagnerez.

Comment est-ce qu'on pourrait vendre ça ? Je ne vois pas comment qui que ce soit pourrait accepter ça s'il dirigeait un pays. D'accord, on va faire la guerre. Elle va se dérouler sur votre territoire. Vous allez affronter, en gros, une armée assez, vous savez, sérieuse : l'armée russe. Et ils peuvent... vous savez, c'est la Russie, donc la méchante Russie. Ils peuvent mobiliser des gens. Ils peuvent faire venir des gens. Ils n'ont pas un système de libre marché — enfin, si, ils en ont un — mais je veux dire, ils peuvent simplement imposer des choses. L'État peut dire : « On va convertir toute notre économie à la fabrication d'armes », et c'est ce qu'ils sont capables de faire. Pourquoi le croiriez-vous ? Pourquoi un Ukrainien quelconque dirait que c'est une excellente idée ? Oui, je ne sais pas. Faisons une guerre entre l'OTAN et les États-Unis d'un côté, et la Russie de l'autre. Menons-la en Ukraine et laissons les Ukrainiens se battre pour eux. Et oui, ils nous aideront.

Nous enverrons des sous-traitants. Nous leur donnerons des données de surveillance. Nous suivrons ce qu'ils font, nous leur enverrons toutes nos vieilleries, et puis, à terme, nous leur enverrons quelques équipements plutôt bons. Peut-être de vieux F-16, qui ne constituent vraiment pas une capacité complète, quelle qu'elle soit. Mais on leur jettera quelques miettes. Qui achèterait ça ? Quel Ukrainien achèterait ça ? Si j'étais Ukrainien, je serais vraiment en colère contre mon gouvernement. Avec le recul, enfin, ils auraient dû être en colère dès le premier jour. Peut-être qu'ils l'étaient. Mais avec le recul, vous savez, ce pays a été ruiné.

Je veux dire, complètement ruinée. Et je ne pense pas qu'il y aura encore une Ukraine avec ces frontières-là. Je pense que la Russie va finir par... elle va garder Odessa. Et si ce n'est pas le cas, elle pourrait même ne pas s'arrêter à Kiev. Ils diront : « Eh bien, Kiev est une ville russe. Prenons-la. » Kiev... pardon, Kyiv. Ça redeviendra bientôt Kiev. Ce n'est pas bon pour les Ukrainiens, mais c'est l'accord qu'ils ont conclu. C'est l'accord qu'a conclu Zelensky. Bien sûr, il possède plusieurs châteaux à l'étranger, alors peut-être qu'il est bien rémunéré. Je ne sais pas.

#Glenn

Oui, mais il a clairement accepté cet accord. Parce que lorsque les Russes sont entrés en février deux mille vingt-deux, Zelensky a prononcé un discours le jour même ou le lendemain. Il a confirmé que, vous savez, Moscou nous avait déjà contactés. Ils veulent entamer des négociations sur une Ukraine neutre. Donc, il savait de quoi il s'agissait. Puis, le mois suivant, en mars deux mille vingt-deux, il accorde une interview à The Economist. Il dit très ouvertement qu'il y a des pays occidentaux qui préféreraient une longue guerre avec la Russie afin d'affaiblir la Russie, même si cela signifie la disparition de l'Ukraine. Et puis, en avril, il se retire des pourparlers d'Istanbul sous la pression de l'Occident et choisit la guerre. Enfin, on ne peut pas inventer ça. C'est extraordinaire.

Mais encore une fois, comme vous l'avez suggéré, en Occident, ceux qui se disent pro-ukrainiens ne veulent même pas parler des pertes ukrainiennes, parce que ça affaiblit le soutien à la guerre. Donc,

être pro-ukrainien, ce serait détourner le regard quand les pertes s'accumulent, balayer ça en disant que c'est de la propagande russe et, vous savez, ne pas trop s'inquiéter de ces gens qu'on enlève dans la rue pour les envoyer à la mort. Enfin, c'est une façon très... oui, absurde, de voir ce que devrait vouloir dire être pro-Ukraine. Mais encore une fois, je pense que quelqu'un devra rendre des comptes une fois cette guerre terminée, quand ils réaliseront ce qui s'est réellement passé là-bas et tous les mensonges qui ont été racontés. Mais d'ici là, bien sûr, oui, ils contrôlent le récit. Alors, qu'est-ce qu'on peut y faire ?

#Karen Kwiatkowski

Oui. Enfin, je pense qu'il y a des failles dans certains éléments de ce récit. Les gens le découvrent. Je pense que ces enlèvements... ces groupes liés au gouvernement qui prennent des gens dans la rue et les envoient sur la ligne de front... ces images-là commencent à circuler. Enfin, elles ont circulé. Quand elles ont commencé à sortir, les gens ont vu ça. Des gens en Amérique, des gens partout dans le monde, qui ne suivaient pas de près la guerre en Ukraine, son histoire ou quoi que ce soit d'autre, ont vu ça et se sont dit : il y a quelque chose qui ne va pas, parce que ces gens-là ne veulent pas se battre.

Vous vous demandez pourquoi ils ne veulent pas se battre. Eh bien, parce que ce n'est pas vraiment... ce n'est pas un combat équitable, honnêtement. Vous savez, on les envoie mourir pour pouvoir, vous savez, harceler la Russie ou faire passer un message, ou... C'est juste que, selon moi, ces deux guerres, l'Iran et l'Ukraine, révèlent toutes deux l'incroyable faiblesse morale des États-Unis et de leurs alliés. Et encore une fois, on peut y ajouter Gaza. Mais évidemment, la faiblesse morale d'Israël... c'est un euphémisme. On ne peut même pas... Il n'y a aucune façon de comprendre la politique étrangère d'Israël comme étant, de près ou de loin, morale. Il n'y a rien de moral là-dedans. Mais les gens le voient.

Et donc, lorsque les États eux-mêmes, lorsque les gouvernements eux-mêmes, sont remis en question par leur peuple et ne sont plus dignes de confiance — et Trump a beaucoup fait pour que les gens ne fassent pas confiance à notre gouvernement. Vous savez, il a perdu, je dirais, la moitié de MAGA, la moitié de son électorat. Et bien sûr, les démocrates, les indépendants, les libertariens et les paléoconservateurs qui ont voté pour Trump, en espérant, vous savez, en pensant qu'il serait le meilleur choix, qu'il promettait la paix ou je ne sais quoi... c'est fini pour eux. C'est fini. Certains de ces gens vont voter démocrate. Je connais des républicains qui me disent qu'ils vont voter démocrate. Pas parce qu'ils veulent des démocrates, mais parce qu'ils sont tellement en colère d'avoir été trahis une fois de plus, vous savez, par tout ça, par les mensonges et le discours pro-guerre, enfin voilà.

Mais les gens qui sont coupés de leur gouvernement... C'est aussi, je veux dire, comme ça que l'Union soviétique s'est en quelque sorte effondrée. Bien sûr, leur monnaie ne valait rien, d'accord ? Le rouble était une blague. Le dollar aussi, vous savez. Le gouvernement et les gens qui sont liés au gouvernement ont tous les privilèges, et le reste de la population, pas vraiment. Soit vous vous

alignez avec eux ou vous travaillez avec eux, soit vous allez être appauvri et ne plus rien avoir. Mais le niveau de cynisme en Russie dans les années soixante-dix, avant la chute effective de l'Union soviétique, était énorme, n'est-ce pas ? Et je pense qu'on voit ce même niveau de cynisme aux États-Unis.

Ce n'est pas comme si nous avions des solutions à nos problèmes militaires, mais qu'est-ce que c'est que ça ? C'est une sorte de cynisme persistant envers le gouvernement et envers l'État. Comme si, dès qu'il dit quoi que ce soit, on part automatiquement du principe qu'il nous ment. Ce n'est pas sain, d'accord ? Ça met fin aux gouvernements. Ça fait tomber des empires. Cette perte de confiance dans la monnaie, cette perte de confiance dans le pouvoir, cette perte de confiance dans la bonté morale de votre gouvernement, ça les brise. Alors, vous savez, l'avion est en train de s'écraser. L'avion ne suit plus son plan de vol, d'accord ? Il s'est écarté du plan de vol. Les contrôleurs aériens disent : « Hé, allô, allô, revenez sur votre plan de vol », et personne ne les écoute. Donc, un crash se prépare.

Ça ne va pas être joli. Je ne pense pas que les Américains... nous ne sommes pas comme... Voyez, les Soviétiques, et d'autres pays aussi, j'en suis sûr. Mais les Soviétiques avaient déjà souffert. Ils savaient à quoi ressemblait la souffrance. Ils savaient ce qu'était le dénuement. C'est ce que les années soixante-dix, toutes les années du système soviétique, leur avaient fait subir, leur avaient apporté. Ça les avait rendus résistants et durs. Tout comme toutes ces sanctions ont rendu les Iraniens indépendants. Ils ont pu devenir en quelque sorte autonomes dans de nombreux domaines de leur technologie et de leur économie. Bon, rien de tel n'est arrivé aux Américains. D'accord ? Nous ne sommes pas prêts pour cet effondrement. Les Américains, nous sommes à trois jours... enfin, dans trois jours, plus aucun camion ne circule.

Et on a vu ça. On l'a déjà vu. On l'a vu un peu avec le Covid. On le voit parfois quand il y a un ouragan majeur, ou quelque chose comme ça. Mais trois jours sans camions vers les villes, et les rayons sont vides partout, d'accord ? Et les Américains ne peuvent pas faire face à ça. Je veux dire, je dirais que la moitié — la moitié des gens dans notre pays n'ont aucune idée de comment cuisiner. Ils ne savent pas cuisiner, vous voyez ce que je veux dire ? Encore moins faire pousser leur nourriture, encore moins y avoir accès. Ils n'ont pas d'amis. Ils n'ont pas de réseau, à part un tas de gens qui vivent exactement comme eux. Donc, ce genre de personnes... elles ne sont pas préparées. Et je ne dis pas qu'il faut être, comment ça s'appelle, un survivaliste.

Pas besoin d'être survivaliste pour être prêt. Mais je ne pense pas que nous le soyons, sur le plan logistique. La plupart des gens ne le sont pas. La plupart des Américains — pas les riches, pas ceux qui fréquentent Trump — mais la plupart des Américains vivent désormais de paie en paie. Et beaucoup de foyers dépendent de deux salaires. Donc ils vivent de paie en paie, mais avec deux paies. Si l'un de ces salaires voit ses heures réduites, si la personne perd son emploi ou a un accident, alors ils ne s'en sortent plus. Ils ne s'en sortent plus. C'est avec ça qu'il faut composer. Ils n'ont pas, par exemple, un mois de nourriture et d'eau potable stockées. Ils ne l'ont pas. Donc nous ne sommes prêts à rien.

Nous ne sommes pas prêts pour une catastrophe météorologique. Nous ne sommes pas prêts pour une catastrophe politique. Nous ne sommes pas prêts pour une catastrophe militaire. Et vous dites : bon, les Américains ont des armes. Oui, c'est vrai. Nous avons des armes. Nous avons beaucoup de munitions. Et c'est très bien. Mais pas dans les villes. Dans les villes, ils n'en ont pas. Et c'est là que la crise se fera le plus sentir. Alors, quand cet avion s'écrasera, vous verrez ce qui se passe. Et nous l'avons déjà vu dans beaucoup d'endroits, dans certains pays africains. Vous avez une révolution, vous avez une guerre civile, vous avez toutes sortes de choses, vous avez des conflits, vous avez du danger. Et les Américains n'y sont pas vraiment habitués. Nous n'y sommes pas habitués.

Vous savez, on peut dire : « Oh, on a un taux d'homicides. » Notre taux d'homicides baisse. On ne risque même pas vraiment d'être tués par nos voisins. Vous savez, on n'y est pas habitués, donc on n'y est pas préparés. On n'y est pas préparés mentalement. Là où nous en sommes, je crois, c'est que nous sommes cyniques à l'idée que le gouvernement nous apportera une réponse. Et c'est une étape positive. Nous apprenons que le gouvernement n'est pas la réponse. C'est ce que je dis en tant que libertarien. En tant que libertarien, je pense que c'est une bonne chose que nous comprenions que notre gouvernement agit dans son propre intérêt. L'État agit dans son propre intérêt et dans celui de ses amis. Et si vous ne faites pas partie de ces amis, ce qui est le cas de la plupart d'entre nous, il n'en a absolument rien à faire.

Et on commence à le comprendre. Les gens commencent à comprendre. Mais nous ne sommes pas préparés à une faillite. Nous ne sommes même pas préparés à une dégradation de notre note par Moody's, à une baisse de notre note de crédit en tant que nation, ce qui rendrait ensuite impossible le fait d'emprunter de l'argent. Et toutes ces personnes qui vivent de paie en paie, la plupart empruntent de l'argent pour combler les manques. Donc, je pense que nous sommes très proches de mauvaises choses dans notre pays, sur le plan économique et politique. Et nous n'avons pas notre propre plan pour y faire face. On se dit juste : « Bon, j'espère que tout va s'arranger. Au moins, la guerre est là-bas, pas ici. » Pour moi, c'est effrayant. Peut-être que je suis excessivement pessimiste parce que j'observe ça depuis si longtemps sans vraiment voir les choses s'améliorer, mais je suis un peu inquiet.

#Glenn

Non, mais je pense que le choc va être énorme, parce que l'impression, c'est que les États-Unis ont toujours été de succès en succès. À partir des premières colonies sur la côte Est, puis l'expansion vers l'Ouest. Ensuite, une fois arrivés, vous savez, aux frontières ou à la périphérie occidentales, ils se sont bien sûr tournés vers le Pacifique à la fin du XIXe siècle. Puis ils sont devenus l'une des deux grandes superpuissances, avant de devenir l'unique hégémon mondial, pour la première fois dans l'histoire. Et puis il y a cette idée que les meilleurs jours sont toujours devant nous... avant de s'écraser. Je pense que ce sera un choc immense et, oui, il faut s'en inquiéter. Bref, est-ce que je vous ai demandé où les gens peuvent vous trouver, vous et votre travail ?

#Karen Kwiatkowski

Oh oui. Eh bien, j'ai un Substack, je suppose : Karen Kwiatkowski Substack point com. Vous pouvez... Et j'essaie d'y mettre les interviews. Je ne les y mets pas toutes, parce que parfois j'oublie de retourner récupérer le truc. Mais je mettrai certainement la vôtre. Et j'écris environ une fois par semaine. J'écris quelque chose. Et souvent, c'est plutôt sérieux. Vous savez, certaines choses m'inquiètent, donc j'écris, je pense, de manière plus critique. Je ne suis pas universitaire. Enfin, techniquement, je pourrais l'être, je suppose, mais je n'écris pas dans un style universitaire. Mais en général, j'écris sur des sujets sérieux. Parfois, j'essaie aussi d'écrire des articles humoristiques, et c'est ce que j'ai fait cette semaine. « La porte de sortie de Trump ». J'ai dit : eh bien, je pense qu'il y a une porte de sortie pour Trump en Iran, et voilà comment je la lui présenterais. C'était, en gros, ma conversation avec Trump.

Eh bien, une conversation à sens unique. Je regardais certains commentaires, et un type s'est vraiment, vraiment énervé. Il a dit : « Eh bien, rien de tout ça ne va marcher. Je n'arrive pas à croire que... » Et moi, je me suis dit, vous savez, une partie — disons quatre-vingts pour cent — était sarcastique. Mais je n'ai pas fait de sarcasme aussi souvent qu'avant, donc les gens ne s'y attendaient pas. Mais oui, j'écris pour Lou Rockwell depuis, je ne sais pas, deux mille trois. Donc il y a beaucoup de choses que j'ai dites publiquement. Je ne sais pas quelle importance tout ça a. Mais je sais que je pense — et nous faisons tous ça, enfin, vous le faites aussi — que tous ceux qui parlent dans des podcasts, quel qu'en soit le sujet, politique ou non, essaient simplement d'aider les gens à réfléchir aux choses plus facilement que s'ils devaient faire eux-mêmes tout le travail et toutes les recherches.

Alors on se dit : bon, j'ai regardé certaines choses, et voilà ce que j'en pense. On le partage, et je pense que c'est positif. Le problème, c'est que la plupart de nos critiques visent l'État. Et l'État a du pouvoir, y compris sur nos moyens de subsistance, nos communications, nos finances. Donc, vous savez, c'est intéressant. L'époque dans laquelle nous vivons est un peu particulière. Nous sommes un peu comme des bouffons de cour, d'une certaine manière. Vous savez, nous pouvons dire des choses qui doivent être dites. Parfois c'est drôle, parfois non, mais nous sommes protégés par le roi. Sauf que je ne suis pas sûr que nous soyons protégés par le roi. Nous sommes plutôt comme des bouffons de cour qui ne sont pas protégés par le roi. Si nous allons trop loin... Enfin, tant de gens sont réduits au silence pour leurs diverses critiques de l'État. Donc...

#Glenn

Eh bien, c'est encore autre chose. Quand les choses s'effondrent, on voit les libertés individuelles disparaître. Alors oui, il faut voir combien de temps on nous laissera encore parler librement. Parce que, jusqu'ici, les campagnes de dénigrement ont commencé, la censure, les annulations. En Europe, ils sanctionnent aussi les gens. On peut avoir... enfin, officiellement, des sanctions. Vous ne pouvez pas quitter le pays. Ils saisissent vos fonds. Tout ça pour avoir dit la mauvaise chose.

#Karen Kwiatkowski

C'est vraiment... Et je pense que ça aide peut-être, en fait, les gens à comprendre la nature de l'État. Vous savez, ce n'est pas comme si c'était une démocratie ou une république. Ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Il s'agit du pouvoir et de l'autoritarisme, qui existent dans tous les gouvernements. Ça fait partie de la définition même d'un gouvernement : il doit avoir une certaine autorité. Et cette autorité est un outil attrayant, qu'on peut exploiter. Et c'est ce qui se passe en Europe, je pense, clairement. Vous savez, des tendances autoritaires — certains diraient totalitaires — émergent. Elles se répandent. Elles sont exploitées et utilisées. Mais j'ai vu l'affaire judiciaire de David Miller, je crois, en Angleterre. L'antisémitisme est une expression protégée. C'est un système de convictions protégé. Vous avez vu ça ?

#Glenn

Non, je ne l'ai pas vu. Je l'avais déjà rencontré, mais je ne l'avais pas vu.

#Karen Kwiatkowski

Eh bien, il a eu une affaire devant les tribunaux, je crois. Je ne sais pas comment ça s'est terminé. C'est dans l'actualité cette semaine. Mais ils ont dit que l'antisémitisme est une philosophie qui est protégée d'une certaine manière. Que c'est une expression protégée : si c'est sa conviction et qu'il en parle, alors il est protégé. Et ça vient d'un tribunal britannique. Et ils sont terribles. Ils sont affreux. Donc je ne sais pas comment ça s'est passé, mais ça ressemble à une sorte de succès. Donc, je ne sais pas.

#Glenn

Un intéressant tour de passe-passe, là. J'ai vu que Marco Rubio a récemment déclaré que les personnes qui critiquent Israël ne devraient pas être autorisées à entrer aux États-Unis. Et il poursuit en disant, vous savez : « Nous soutiendrons notre communauté juive. » Et je me suis dit : oui, bien sûr que vous devriez. Pourquoi ne veilleriez-vous pas sur tous les groupes ethniques de votre pays ? Vous ne devriez pas accepter, ni tolérer, l'antisémitisme. Et puis il fait ce petit glissement : donc, ne critiquez pas Israël, qui est un pays. C'est assez fascinant de voir comment ils font ce saut à chaque fois. Oui.

#Karen Kwiatkowski

Eh bien, encore une fois, l'argent joue ce rôle-là, je pense. Ça doit être l'argent. Et puis le chantage. Enfin, évidemment, le chantage. Il n'y a rien de nouveau à faire chanter des gens, ou n'importe qui au pouvoir, non ? Le chantage est un très, très vieux mécanisme de contrôle dans toute la société. Mais je pense que ça se produit beaucoup aussi. C'est difficile de dire où on va finir. Vous savez, des gens enlèvent des caméras de surveillance partout aux États-Unis, les caméras Flock. Il y a tout un

énorme mouvement. C'est un peu comme un... je ne sais pas si ça va durer longtemps ou peu de temps, mais c'est vraiment hilarant, parce que sur tous les réseaux sociaux, c'est devenu un truc. C'est comme une pierre de compagnie, ou quelque chose comme ça. Vous savez, c'est ce nouveau truc.

Donc, des gens sont... ils sont traduits en justice et inculpés pour avoir dégradé ou endommagé des caméras Flock. Et tous les gens sur les réseaux sociaux, c'est vraiment hilarant de les voir dire : « Oh non, moi, je peux garantir pour ce gars. Vous dites qu'il a arraché une caméra Flock à midi ? Non, non, j'ai déjeuné avec lui. Je sais où il était. Ce n'est pas lui. » Donc, rien de tout ça... vous savez, les gens se portent volontaires et s'amuse avec ça. C'est vraiment assez intéressant à voir. Alors peut-être que notre révolution aux États-Unis, et la vôtre dans différents pays européens, sera elle aussi amusante et divertissante, avec des moments plus légers. C'est ce que j'espère, c'est ce que j'espère. Vous savez, je suis optimiste.

#Glenn

J'allais dire que, sur cette note très optimiste, nous pouvons en rester là. Je ne vais donc pas vous retenir plus longtemps. Merci beaucoup d'avoir participé à l'émission.

#Karen Kwiatkowski

Eh bien, merci beaucoup de m'accueillir.

#Karen Kwiatkowski

Ça a été vraiment très sympa de parler avec vous.